

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18856 - 73ÈME ANNÉE

Après la Journée mondiale contre la pauvreté de l'ONU, la Journée mondiale des pauvres de l'Église

La lutte contre la pauvreté, priorité oubliée des politiques

Le capitalisme s'est aujourd'hui diffusé dans le monde. Ce système repose sur l'exploitation d'une majorité de la population au profit d'une minorité. Quand ce système s'est considérablement développé voici 150 ans, les pauvres étaient les ouvriers et les paysans qui, en échange d'un salaire, produisaient des richesses considérables qui ont permis à une minorité d'élever considérablement son niveau de vie. Cette exploitation a pris d'autres formes. À La Réunion, elle se manifeste en particulier par l'exclusion du travail en échange d'une allocation pour survivre. Aujourd'hui, près de la moitié des Réunionnais vit en dessous du seuil de pauvreté. Les monopoles de la grande distribution, des télécoms et de l'énergie notamment ont mis en place un système qui leur permet de récupérer à leur profit les maigres indemnités versées aux travailleurs privés d'emploi et aux retraités.

Dans le monde, la lutte contre la pauvreté est une cause prioritaire dans de nombreux pays. Ainsi en Chine, le Parti communiste a pu voir à réussi à faire sortir plusieurs centaines de millions de personnes de la misère. Du côté de l'ONU, les États membres ont décidé que la lutte contre la pauvreté soit le premier Objectif du développement durable. Rappelons que l'écrasante majorité des membres de l'ONU sont des pays en développement qui étaient auparavant des colonies. Ces États ont donc subi pendant de nombreuses années le pillage de leurs ressources humaines et naturelles, ce qui explique pourquoi la majorité de la population était pauvre au moment de l'indépendance. Avec la mise en place du néo-colonialisme dans le monde, la pauvreté est restée importante dans les pays qui subissent ce régime. C'est notamment le cas à La Réunion. En conséquence, la pau-

vreté se développe.

Les communistes recherchent les causes

Dans notre île en 2013, le Comité de l'Appel de l'Ermitage avait fait de la lutte contre la pauvreté une priorité en cherchant à apporter des réponses sur le plan politique et économique. Combattre la pauvreté ne consiste pas uniquement à en atténuer la violence, mais aussi à remettre en cause le système qui la produit.

Le 17 octobre était jusqu'à présent la seule date au niveau international mettant à l'honneur la lutte contre cette injustice. C'est en effet la Journée mondiale contre la pauvreté sous l'égide de l'ONU. Cette année, le Vatican a choisi lui aussi une date, le 19 novembre. Le pape François a ainsi inauguré hier la première Journée mondiale contre la pauvreté. 4.000 pauvres du monde entier ont été conviés à une rencontre à Rome. Cette initiative a été répercutée à La Réunion. Des milliers de personnes ont donc été invitées dans les églises à commémorer cette Journée des pauvres. Le Vatican met en avant la notion d'amour : « n'aimons pas en parole mais par des actes ».

Cet événement interroge car 2017 marque le 100e anniversaire de la Révolution d'Octobre. En brisant les chaînes de l'exploitation, les révolutionnaires voulaient construire une société qui faisait de la lutte contre la pauvreté une priorité. Ce sont en effet les classes les plus exploitées qui étaient les forces vives de la révolution. Elles s'étaient organisées avec les communistes, sur la base d'un programme de combat contre la pauvreté. Il n'était pas question d'amour mais d'agir concrètement en remettant en cause le système

qui produit la pauvreté en s'appuyant sur le marxisme. Mais les résistances au changement sont telles que la pauvreté continue de faire des ravages, notamment à La Réunion.

À quand une loi contre la pauvreté ?

Cela pose la responsabilité des responsables politiques à La Réunion. Dans le monde, la lutte contre la pauvreté est l'objectif numéro un. L'Église déploie son action dans ce domaine. La classe politique réunionnaise va-t-elle rester à la remorque et son action principale se résumera-t-elle à venir soutenir la 2e Journée mondiale des pauvres qui aura lieu le 19 novembre 2018 ? La moitié des Réunionnais sont confrontés à la pauvreté. La Réunion ne peut rester une exception dans les pays en développement, sa classe politique doit assumer ses responsabilités et étudier les initiatives qui réussissent dans la lutte contre la pauvreté. Elles s'appuient notamment sur l'organisation des pauvres afin qu'ils arrivent à trouver eux-mêmes des solutions, le pouvoir politique ayant pour rôle de soutenir leurs initiatives. C'est une action concrète qui peut être portée par les députés, car la France a signé les Objectifs du développement durable et s'est donc engagée à mettre fin à la pauvreté. Faire voter une loi fixant à quelques années l'éradication de la pauvreté à La Réunion, nul doute que c'est une réponse aux attentes de la population.

M.M.

Culture de deux végétaux aux propriétés naturellement bactéricides et insecticides expérimentée à La Réunion

Innovation : des plantes naturellement insecticides à La Réunion

Même si tout pousse à La Réunion, la médaille a son revers avec les attaques en règle de multiples ravageurs et maladies. Pour les agriculteurs, c'est un lot quotidien qui les oblige à recourir à des traitements majoritairement chimiques. Mais la nature a des ressources : à La Réunion, il existe au moins deux plantes aux propriétés naturellement bactéricides et insecticides. Leur nom est encore tenu secret. Il faut dire que l'enjeu est de taille : se débarrasser à terme des pesticides chimiques pour une agriculture plus saine au niveau local, mais aussi mondial.

Dans le plus grand secret, des plantes endémiques de La Réunion, dont on extrait des molécules aux vertus naturelles d'insecticide, sont actuellement en culture sur notre île. C'est le projet Biopiper, coordonné par le CIRAD et ses partenaires. Depuis que l'homme cultive, il est confronté aux attaques des nuisibles. Si des méthodes naturelles ont toujours existé (purin d'orties...), progressivement la chimie est venue les remplacer pour répondre aux exigences de rendements et les savoirs traditionnels ont été oubliés. Dans un contexte de prise de conscience mondiale qui prône un meilleur respect de l'environnement et donc de la santé humaine, les plantes issues de la formidable richesse de biodiversité réunionnaise, pourraient bien apporter une contribution de premier plan et pousser les produits chimiques vers la sortie.

Cousine des poivreries (pipéracées, d'où le nom du projet), ces deux plantes font depuis 3 ans l'objet de toutes les attentions. On a commencé par les mettre en culture, pour s'assurer qu'elles pouvaient pousser autrement que dans leur élément naturel. Puis on en a extrait des principes actifs, notamment des huiles essentielles, que l'on a ensuite testés sur ennemis des cultures tels que des insectes et bactéries.

Résultats prometteurs

« Les résultats des premiers tests sont prometteurs », se réjouit Jean-

Philippe Deguine, chercheur au CIRAD et coordinateur du projet, une nouvelle qui met en ébullition les nombreux partenaires de l'aventure Biopiper, à La Réunion comme en France. Car l'idée est bien de mettre au point un procédé qui à terme permette de se débarrasser des traitements chimiques à La Réunion, mais aussi dans certaines grandes cultures en France et donc ailleurs dans le monde. « Si nous parvenons à mettre au point un procédé naturel de lutte contre les ravageurs, il n'aura de valeur que s'il est reconnu par l'Union européenne. On est à la préhistoire du processus d'homologation au niveau européen et il serait dommage de se faire rattraper par la réglementation. C'est l'un des enjeux de Biopiper : mettre au point un insecticide et bactéricide naturel efficace à même de remplacer des traitements chimiques, et le faire reconnaître comme tel par l'Union Européenne », précise le chercheur du CIRAD.

Les partenaires

Initié en 2015 par le CIRAD, le projet Biopiper regroupe de nombreux acteurs au rôle bien défini : l'ARMEFLHOR et la Société Horticole de Bassin Plat s'assurent de la

« domestication » des plantes, donc de leur capacité à pousser hors de leur milieu naturel. C'est le laboratoire de chimie l'Université de La Réunion qui procède à l'extraction des fameuses huiles essentielles et à l'identification des molécules actives. En France, une société privée,

PAT (Plant Advanced Technologie), et l'Université de Rennes, mesurent concrètement l'efficacité des extraits sur des familles de ravageurs, rôle assuré à La Réunion par le CIRAD. A l'autre bout de la chaîne, l'ITAB (institut technique de l'agriculture biologique) prépare le dossier pour, le moment venu, soumettre le dispositif à reconnaissance par l'Union Européenne.

Des enjeux énormes

Retombées scientifiques pour la recherche, retombées économiques pour les partenaires qui pourraient produire et commercialiser les molécules, les enjeux sont énormes.

C'est le pôle de compétitivité Qualitropic qui a accompagné l'ensemble des acteurs et ce, à deux niveaux : tout d'abord en labelisant le projet (ensuite labelisé par le pôle Terralia en métropole) pour l'aider à obtenir les financements nécessaires, puis en favorisant la rédaction d'un accord de consortium qui protège les intérêts désormais de chacun des partenaires en matière de propriété intellectuelle. Toutes les précautions sont à prendre pour un projet qui devrait largement dépasser l'échelle de l'île.

Edito

Silence ! L'esclavage est de retour, mais...

Silence ! L'esclavage est de retour mais l'urgence des urgences n'est pas de convoquer les instances internationales, de s'appuyer sur la protestation publique, non, non, non, l'urgence des urgences, nous dit le préfet de police de Paris c'est : « d'identifier les organisateurs de ce rassemblement, organisé au mépris de la loi ».

Les réfugiés fuient la mort qui frappe en Syrie, en Libye, au Mali, en Éthiopie, au Sud-Soudan. Ces pays sont déstabilisés parce qu'ils sont — depuis plus d'un siècle — le terrain de jeu où s'affrontent les “grandes” puissances prédatrices des ressources énergétiques de ces pays.

L'exode de ces peuples est dicté par l'espoir d'échapper à une mort certaine. Contraints à l'exil par la terreur des bombardements, gazés, chassés de leurs quartiers assiégés, ils n'ont qu'un but — terriblement humain — se mettre à l'abri, survivre et, souvent, c'est en mer qu'ils trouvent la mort dans la plus froide, la plus parfaite indifférence des pays se targuant du titre de démocratie, se réclamant de la fraternité entre les peuples.

Et voilà que, dans ce chaos, resurgit l'esclavage. Des humains, capturés dans leur fuite, sont vendus et tout le monde en est informé. C'est le retour d'un crime contre l'humanité. Le crime imprescriptible est flagrant. Aussitôt, des gens s'indignent, protestent, tentent d'alerter l'opinion et les pouvoirs des démocraties européennes sur ces événements qui ébranlent la communauté humaine. « Réveillez-vous ! Réveillons-nous tous ! », clament-ils.

Mais Saad Hariri à Paris, mais la coalition de Mme Merkel bat de l'aile, mais la Catalogne, mais, mais, mais... les esclaves peuvent attendre. La seule, l'unique réponse des institutions de la République : les organisateurs de la protestation contre le retour de l'esclavage, n'ont pas déposé une demande d'autorisation préalable de manifester contre un crime contre l'humanité ! Le crime est flagrant mais les humanistes autoproclamés sont d'abord préoccupés du respect des formes au point d'écrire : « [les] investigations permettront d'identifier les organisateurs de ce rassemblement, organisé au mépris de la loi, afin que des procédures soient engagées aux fins de poursuites adaptées ».

Pathétique ! Révoltant !

Sœurs et Frères humains révoltés par ce retour de l'esclavage, du calme ! remplissez d'abord votre formulaire réglementaire, déposez-le en préfecture aux jours et heures ouvrables, et attendez patiemment que la République agisse... quand elle en trouvera le temps !

Jean

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Communiqué final de la COP23

«La conférence climat de Bonn, tremplin pour de plus hautes ambitions»

Voici le communiqué publié par la Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, organisatrice de la COP23, au terme de la conférence qui s'est tenue deux semaines à Bonn jusqu'à samedi.

Les pays se sont mis d'accord samedi pour mettre en œuvre les prochaines étapes en vue d'une plus grande ambition en matière d'action climatique avant 2020, à l'issue de la conférence annuelle de l'ONU sur le climat qui s'est tenue dans la ville allemande de Bonn. Soutenus par toute une série de mesures concrètes de gouvernements, villes, États, régions, entreprises et société civile, les délégués de plus de 190 pays se sont entendus sur un engagement portant sur une période de 12 mois focalisé sur : « Où sommes-nous ? Où voulons-nous aller ? Et comment y arriver ? » Le « Dialogue Talanoa », inspiré par le concept Pacifique de discussion constructive, de débat et de narration, préparera le terrain pour la COP24 en Pologne en 2018. Ce dialogue de facilitation permettra de dresser un bilan mondial des plans d'actions climatiques nationaux afin de mettre le monde sur la bonne voie pour concrétiser l'ambition pré-2020, ainsi que les objectifs à long terme de l'Accord de Paris, conclut-il y a deux ans.

L'objectif central de l'Accord de Paris est de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 degrés et la plus proche possible de 1,5 degré – la limite inférieure est jugée cruciale pour la survie de nombreuses petites îles et de pays vulnérables.

Plus d'un degré de cette hausse s'est déjà produit depuis l'époque préindustrielle. Le dispositif actuel des « Contributions déterminées au niveau national », connues sous le nom des NDC, conduit toujours le monde sur une trajectoire d'une hausse de 3°C, peut-être plus.

Accord sur l'agriculture

Frank Bainimarama, président de la Conférence également connue sous le nom de « COP23 », et Premier ministre des Fidji, a déclaré : « Je suis très heureux que la COP23 ait été un tel succès, surtout compte tenu du

défi que représente le consensus multilatéral pour une action climatique décisive. Nous avons accompli le travail qui nous a été confié, à savoir : faire avancer les directives de mise en œuvre de l'Accord de Paris et préparer une action plus ambitieuse dans le cadre du Dialogue Talanoa de 2018. »

« Il y a eu un élan positif autour de nous. Et Fidji est particulièrement satisfait de la manière dont la communauté mondiale a adopté notre concept de Grande Coalition pour une plus grande ambition, unissant les gouvernements nationaux aux États et aux villes, à la société civile, au secteur privé et ainsi qu'aux hommes et femmes ordinaires du monde entier », a-t-il poursuivi.

« Nous quittons Bonn avec, à notre actif, quelques réussites significatives, comme notre Ocean Pathway, l'accord historique sur l'agriculture ou encore celui sur le Plan d'action pour l'égalité des sexes et la Plateforme des peuples autochtones. Nous avons également obtenu plus de financement pour l'adaptation au changement climatique et lancé un partenariat mondial pour fournir à des millions de personnes vulnérables au climat, dans le monde entier, l'accès à un régime d'assurance abordable. »

« Je tiens à remercier chaleureusement nos hôtes, le gouvernement allemand et la CCNUCC, ainsi que les habitants de Bonn. Nous avons amené notre esprit bula fidjien à la COP et cela a été merveilleux de voir comment les gens y ont répondu. Vinaka vakalevu (Merci beaucoup, ndlr). Partons en renouvelant tous nos engagements en faveur de mesures plus ambitieuses face au changement climatique, en allant tous Plus loin, Plus vite et Ensemble pour l'année à venir », a conclu M. Bainimarama.

« Mouvement irréprouvable »

Un rapport publié par l'Agence

internationale pour les énergies renouvelables au cours de la Conférence, a montré que de nombreux pays ont désormais des objectifs d'énergie renouvelable plus élevés que ceux indiqués dans leurs Contributions déterminées au niveau national ou NDC - indiquant que dans certains pays, au moins en ce qui concerne l'énergie verte, une plus grande ambition était déjà arrêtée.

Un rapport scientifique spécial, réalisé pour la Conférence par Future Earth et Earth League, affirme que l'expansion des énergies renouvelables dans le monde double tous les 5 ans et demi - ce qui correspond à la décarbonisation complète du secteur énergétique au milieu du siècle.

Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive du secrétariat de l'ONU Changements Climatiques qui a accueilli la conférence, avec le soutien du gouvernement allemand, a indiqué : « La COP23 à Bonn s'est déroulée dans un contexte de catastrophes naturelles sans précédent qui ont détruit logements, familles et économies d'Asie, des Caraïbes et des Amériques – ces calamités nous ont rappelé l'urgence de notre mission collective. »

« Bonn a mis en évidence que le soutien à l'Accord de Paris est fort et que ce voyage que le monde a entrepris est un mouvement irréprouvable, soutenu par toutes les sphères de la société, partout dans le monde », a poursuivi Mme Espinosa.

Avec autant d'engagements et d'initiatives en faveur du climat, un autre message fort de toutes les parties à la COP23, a été le besoin croissant de coordonner les efforts en matière de politique, de planification et d'investissement afin de veiller à ce que chaque centime investi et chaque minute de travail aient un impact beaucoup plus important et stimulent l'ambition dans le cadre des plans climatiques nationaux.

Bilan officiel de la COP23

Résultats et temps forts de la Conférence de l'ONU sur le climat de 2017

Financement à long terme

Les pays se sont félicités des progrès accomplis mais ont également demandé que de plus grands efforts soient déployés pour débloquer les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour aider les pays en développement à prendre des mesures en faveur du climat.

Le Fonds d'adaptation dépasse l'objectif de 2017

L'objectif de financement pour cette année était de 80 millions de dollars mais les annonces de financement de l'Allemagne et de l'Italie ont dépassé 13 millions de dollars, portant le total à 93,3 millions de dollars.

Avancée historique dans l'Agriculture

Il y a eu une avancée politique historique en matière d'agriculture qui pourrait conduire à une réponse plus rapide et mieux coordonnée de la part des pays pour résoudre l'équation complexe d'un secteur qui est le deuxième plus gros émetteur de GES après celui de l'énergie.

Plan d'action sur le genre

Le rôle crucial des femmes dans la lutte contre le changement climatique sera formellement soutenu par le plan. Ceci est important étant donné que les femmes sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique et ne doivent pas être exclues de la prise de décision concernant les actions et les solutions. Le Plan vise à intégrer les femmes dans tous les projets et décisions internationaux et nationaux.

Plateforme des peuples autochtones et des communautés locales

Une réalisation politique et concrète qui vise à soutenir le rôle à part entière, et sur un pied d'égalité, des peuples autochtones dans l'action climatique, tout en reconnaissant la responsabilité des gouvernements de respecter les droits des peuples autochtones dans leurs décisions.

Lancement de l'Ocean Pathway

Un partenariat qui vise, d'ici 2020, à renforcer l'action et le financement qui relient les actions liées au changement climatique ; avec la santé des océans notamment à travers le processus de l'ONU sur le change-

ment climatique et via des objectifs et ambitions plus précis dans les plans d'action nationaux en faveur du climat.

Lancement du Réseau des journalistes insulaires du Pacifique

Dix médias primés des îles Fidji, Samoa, Salomon, Papouasie Nouvelle Guinée, Tonga et Vanuatu, qui ont participé à la conférence grâce au financement du gouvernement allemand, au soutien de l'Académie Deutsche Welle et de l'ONU Changements Climatiques, ont annoncé la création d'une nouvelle association visant à renforcer la couverture médiatique et les reportages sur le climat dans le Pacifique.

L'initiative InsuResilience a annoncé un nouveau partenariat international et 125 millions de dollars supplémentaires du gouvernement de l'Allemagne pour soutenir son objectif de fournir une assurance abordable à 400 millions de personnes pauvres et vulnérables d'ici 2020.

Lancement d'une Chambre de compensation pour le transfert de risques des Fidji

Une plateforme en ligne s'appuyant sur l'intelligence artificielle pour aider les pays vulnérables à trouver une assurance abordable et des solutions pour éviter les risques climatiques.

La Banque européenne d'investissement a annoncé officiellement l'octroi de 75 millions de dollars pour un nouveau programme d'investissement de 405 millions de dollars géré par l'Autorité des eaux de Fidji. Il renforcera la résilience de la distribution d'eau et du traitement des eaux usées pour environ 300.000 personnes vivant dans la capitale Suva et ses alentours.

America's Pledge rassemble des dirigeants des secteurs privé et public pour garantir que les États-Unis demeurent un chef de file mondial en matière de réduction des émissions, et qu'ils respectent les objectifs climatiques du pays dans le cadre de l'Accord de Paris.

Le Fonds vert pour le climat (FVC) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont annoncé un financement

de plus de 37 millions de dollars du FVC pour le projet de conservation des eaux de la plaine du Saïss, portant le montant total du financement à 243 millions de dollars, et ainsi aider le Maroc à s'orienter vers une agriculture plus résiliente.

L'Alliance pour la sortie du charbon

Elle réunit 25 pays, États et régions pour accélérer l'élimination rapide du charbon et aider les travailleurs et les communautés touchés à faire leur transition.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Allemagne, l'Espagne et l'UE ont lancé un programme d'appui aux Contributions déterminées au niveau national (NDC) de 42 millions d'euros pour aider les pays à respecter l'Accord de Paris.

Le partenariat NDC existant a annoncé la création d'un nouveau centre régional pour soutenir la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour le climat ou des NDCs dans le Pacifique.

13 pays et l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) ont annoncé 30 millions d'euros pour le « Programme des transitions énergétiques propres de l'AIE » pour soutenir les transitions énergétiques propres à travers le monde.

Lancement de l'initiative Actualités Santé des Petits États insulaires en développement (PEID) – L'Organisation mondiale de la Santé, en collaboration avec l'ONU Changements Climatiques et la présidence fidjienne de la COP23 ont annoncé cette initiative pour protéger les habitants des PEID des effets du dérèglement climatique sur leur santé. Son objectif est, d'ici 2030, de tripler les niveaux de soutien financier international au climat et à la santé dans ces pays.

J'en appelle à la responsabilité du maire du Port...

Durant le week-end des 11 et 12 novembre 2017, deux faits divers survenus au Port ont fait l'actualité.

Le premier concerne les rodéos sauvages où un jeune a été gravement blessé. Il est regrettable que la seule mesure prise par la municipalité soit une interdiction ponctuelle de circuler sur le secteur concerné. Cela ne règlera pas le problème des phénomènes urbains. Le sens de la responsabilité aurait dû être centré sur la concertation avec les différents acteurs pour tenter de dégager des pistes de solutions sur du long terme. À ce jour, il est navrant de constater le manque de vision globale dont fait preuve le maire du Port. Cette interdiction ne fait que déplacer le problème.

Mais surtout, il s'agit de s'interroger

sur cette volonté de la majorité municipale de médiatiser sa décision prise par arrêté... Était-ce pour faire diversion et essayer d'occulter l'autre fait divers : la bagarre entre bandes rivales devant le commissariat du Port ?

Car, en effet, parmi les protagonistes impliqués il y a des proches du maire, des agents communaux chargés de... la sécurité ! Ces agissements sont condamnables et renvoient une image négative de la ville. Ce qui est grave c'est que de tels faits soient tolérés et cautionnés par l'autorité en place. Interrogé par une radio locale au sujet de cette bagarre, un journaliste qui a tenté d'en savoir plus indique « que la mairie n'a pas souhaité commenter, en disant que la vie privée de ses agents ne la regarde pas. » Quel sens des responsabilités de la part

du maire !... Quelles mesures ont été prises concernant ces agents que tout le monde nomme « les gros bras du maire » ?

Les Portoises et les Portoises ont droit au respect et sont en droit d'attendre, de la part de personnes exerçant une mission de service public, plus de responsabilité et de moralité. Jusqu'à quand la population portoise doit-elle observer tout ce qui se passe et être réduite au silence par crainte de représailles ?

Il est temps que cela s'arrête. C'est pourquoi j'en appelle à la responsabilité du maire et de sa majorité.

Firose Gador, Conseillère Municipale du Port

Des grandes retenues d'eau pour faire face au réchauffement climatique

Selon un planteur de letchis de Saint Benoit que j'ai rencontré hier (vendredi - NDLR), ce ne serait pas le manque d'eau qui serait responsable de la pénurie de letchis de cette année, mais la température trop élevée pendant la période de floraison et l'excès de pluie pendant cette période. Selon cet arboriculteur, il y a eu suffisamment d'eau de pluie sur l'île depuis la fin de la dernière récolte de letchis, peut être même un peu trop. Mais il pense que le letchis a besoin de passer par une période de température plus froide pour qu'il puisse fleurir normalement. Il m'a signalé que la température n'a pas vraiment baissé au cours de la période hivernale de 2017, et il croit que ce phénomène conjugué avec un peu trop d'eau de pluie a maintenu la pousse des arbres et a empêché la floraison.

Même si le letchis est un arbre tropical qui s'épanouit justement là où l'écart de température entre l'été et l'hiver est très faible, c'est une explication plausible car le trop d'eau peut être nuisible à certains arbres fruitiers. Ce qui est bizarre, c'est que le phénomène n'ait pas touché toute l'île, car il semblerait que pour les producteurs de letchis de l'Ouest et du Sud la production se-

rait tout à fait normale. La raison du phénomène serait alors plutôt l'excès de pluie pendant la période de floraison qui aurait touché essentiellement l'Est de l'île La Réunion pendant la période de floraison des letchis.

Il y a peut être une autre raison à cette pénurie ce serait le fait que la saison cyclonique de 2017 n'a pas généré de vents suffisamment violents pour élaguer naturellement les arbres. Mais là aussi, si c'était le cas toute La Réunion serait concernée.

Si le phénomène de pénurie ne concerne réellement que la côte Est, de Saint-Benoit à Sainte-Marie, il pourrait bien être causé par l'insuffisance d'abeilles et d'insectes pollinisateurs sur ce secteur suite à l'arrivée du Varoa.

Une étude plus approfondie de la question par les techniciens compétents qui travaillent sur les fruitiers et les abeilles pourra peut-être nous donner la bonne explication et des directives à suivre pour les années avenir.

Quoi qu'il en soit, je pense malgré tout que la menace du réchauffement climatique qui peut modifier considérablement la pluviométrie sur l'île de la Réunion doit être prise en considération très rapidement et déboucher sur la construction de grandes retenues d'eau qui permet-

traient l'irrigation pendant les périodes de sécheresse, et donneraient aux agriculteurs planteurs de cannes le moyen de s'orienter vers autre chose devant la baisse de leur revenu provoquée par la suppression de quotas et de la garantie de prix européenne. La construction de ces grandes retenues seraient par ailleurs un moyen très efficace de relancer le secteur du bâtiment à la Réunion et par la même occasion l'économie de l'île. « Quand le bâtiment va tout va »

Ce sont les grands travaux et notamment la construction de grands barrages qui ont permis à l'Amérique de sortir de la grande crise économique provoquée par le krach boursier de 1929. Nous pourrions en faire autant. Il y a encore beaucoup de grands travaux à réaliser à La Réunion. C'est peut être le moment idéal pour les réaliser avant que la situation économique de l'île ne s'aggrave encore plus.

Joseph Luçay Maillot

Le gouvernement libyen lance une enquête et appelle à la solidarité internationale

La Libye dénonce les marchés aux esclaves

Le ministère libyen des Affaires étrangères du gouvernement d'union nationale a annoncé que les services spécialisés libyens mènent une enquête sur les rapports des médias faisant état de traitements inhumains à l'encontre des immigrants illégaux dans certaines régions de la Libye.

La polémique a enflé ces derniers jours sur les abus contre les migrants en Libye, en référence à un documentaire de CNN (une télé américaine) alléguant « l'exploitation d'immigrants illégaux qui n'ont pas réussi à entrer en Europe » et l'existence d'un marché aux enchères d'esclaves africains. Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministère des Affaires étrangères a dit qu'il « rejette et condamne ces pratiques inacceptables qui sont incompatibles avec la culture et le patrimoine du peuple libyen... », tout en soulignant que « si ces allégations sont prouvées, les organes concernés poursuivront en justice et puniront tous ceux qui y sont impliqués ».

Le problème des migrants

Le ministère a exprimé son « plein attachement aux dispositions de la Charte des Nations unies à cet égard », affirmant « son adhésion à l'application des lois et des législations nationales qui criminalisent la traite des êtres humains, l'esclavage et la servitude ». Le ministère a également noté que « la Libye est bien consciente d'être la cible de certaines parties régionales qui veulent la transformer en une destinée pour y héberger et y réinstaller les mi-

grants », mettant en garde contre « les traitements stériles de surface qui entravent les efforts pour réduire le phénomène des migrants et ouvrent la voie aux gangs du crime pour s'adonner à leurs activités criminelles ». Le ministère a en outre exprimé, dans son communiqué, « sa grande surprise qu'elle (la Libye) soit classée par ces mêmes parties comme une région de conflit et d'instabilité tout en essayant d'en faire un refuge pour accueillir un grand nombre de migrants, ce qui soulève de nombreuses questions ». Le communiqué a interpellé sur le danger de la situation actuelle « exploitée par des gangs criminels en l'absence de l'esprit de responsabilité collective partagée pour obtenir des ressources pour financer leurs plans d'activités terroristes et criminelles par le travail forcé, que ce soit à titre d'intermédiaires pour le transfert des migrants vers l'autre rive de la Méditerranée, ou de les inclure comme combattants dans les rangs des terroristes comme des mercenaires ».

Le ministère des Affaires étrangères a appelé la Communauté internationale à « la solidarité et à la coopération mutuelle pour aider la Libye face à ce danger imminent sur le tissu de son patrimoine social et culturel ainsi que sur l'humanité toute entière, en adoptant le traitement efficace des causes de la migration plutôt que d'exploiter ce malheureux incident... »

À l'ordre du jour du Parlement européen ?

« L'Etat libyen, gouvernement et peuple, se tient contre ces pratiques inhumaines », a indiqué le ministère des Affaires étrangères, notant en même temps qu'il a lancé, il y a plusieurs années, une requête et adopté des politiques efficaces face à ces phénomènes pour soutenir des projets de renforcement des capacités et de développement institutionnel dans les pays d'origine, afin de réduire l'immigration clandestine, le trafic de migrants, la traite et améliorer le respect des droits de l'homme tels que stipulés dans la déclaration commune « Afrique - Union européenne » de Tripoli en 2006. Anis Al-Azzabi, membre de l'organe de lutte contre l'immigration clandestine à Tripoli, a annoncé qu'une enquête officielle a commencé à cet égard, précisant qu'un comité composé de représentants de tous les organismes de sécurité pour superviser la conduite des enquêtes, a été formé.

Cette question devrait être fortement soulevée lors des réunions des responsables africains dans le cadre d'un forum organisé par le Parlement européen à Bruxelles jeudi.

In kozman pou la rout

« Tyé kouyon pou pran son plas ! »

Mi pans zot i koné kozman-la. Pa arienk pars mi tiliz ali souvan dé foi, mé pars sa sé in patoi bonpé vyé moun i koné. Biensir sa la pa in provèrb, biensir sa in kozman pou fé ri la boush sansa près pa. Moin pèsonèl mi pans sa i fé grimas amoin plito k'in n'ot afèr... Mi koné pa zot, mé moin la kouyonis sa in n'afèr pou moin lé insiporab. Lé vré nana in patoi i di : « moun vilin nana ankor é moun kouyon na pi ! ». Zot i pans sa lé vré zot ? Moin non pars si d'moun kouyon l'avé pi akoz nana ankor in kantité d'moun manipilé, roulé dann la farine, abizé é tout sort z'afèr ankor ? Sa sé in n'afèr n'arté pa arivé si l'avé poin inn bone doz kouyonis dsi la tèt . Alé ! mi lèss azot réflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Nana plisk'asé pou fé lèw la ène dan nou

Samdi, dann mon modékri, moin la anparl la trète bann moun l'Alfrik dann in péi i apèl La Libye. Dopli zour-la in bann moun inportan an parmi bann z'aktèr kiltirèl la gingn l'okazyon pou kriy z'ot kolèr dsi sète afèr-la.

In pé la kriy z'ot kolèr par raport bann péi afrikin i fé pa arien pou anpèsh vann bann jenn konm zésklav. In pé la kriy z'ot kolèr par raport bann moun, afrikin zot mèm, i ashète bann jenn épi i ansèrv de zot konm zésklav kisoï zésklav domèstik, kisoï zésklav séksyèl, kisoï ankor zésklav pou tout sort mové sèrvis. In pé la di z'ot kolèr pars bann péi l'Afrik i anpèsh pa bann jenn travèrs gran-gran distans pou sèye alé dan in tèr soidizan promiz nana dann l'Érop.

Mé si té i falé rode lo pli résponsab la-dan mi pans banna lé dann l'érop, lé dann La Frans, lé dann l'Anglètèr épi tout bann péi la désid désann gouvèrnman Mouammar Kadhafi é an mèm tan détrui in péi roganizé épi lèss ban tribi voiyou fé règn z'ot loi in pé partou, é an plis ké sa fé tout z'ot mové z'aksyon.

I paré prézidan Sarkozy la désid fé in kou d'ékla dann péi-la, pou mark son manda. Pou kosa par l'fète ? Pou in konba pou la libèrté d'aprè sak i paré -i komans par la libèrté épi i fini par in bann krime kont l'imanité, la trète épi l'ésklavaz. Pou kosa ankor ? Pars i paré Kadhafi té i vé tiliz bann rishès son péi pou fé in moné rant bann péi l'Afrik dé l'ouès pou atak lo sakré fran CFA... I pé di ankor l'avé in kont l'arzan rant La Libye épi La Frans dann tan-la...

Mé par l'fète pou kosa sa i déranj anou ? Nou rényoné ? Sinplomàn pars na in par dan nou lo san zésklav : l'ésklavaz avèk la trète la anpoizone plis san katrovin z'ané nout l'istoir é sa sé in n'afèr i fo pa ni obli. Pars nana inn par dan nou i sort l'Afrik é sé so par-la k'i doi révolté dan nou. Pars galman nana in sèl ras dsi la tèr : sé la ras imène é tout sak i ariv konm mové z'afèr nout bann konpatriyot, lé z'om, i doi révolit anou.

Nana plisk'asé pou fé lèw la ène dan nou.

Justin